



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1989/41
23 janvier 1989

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-cinquième session
Point 21 de l'ordre du jour provisoire

SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Situation en Guinée équatoriale

Rapport du Secrétaire général

1. Conformément à la résolution 33 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme en date du 11 mars 1980, et à la décision 1980/137 du Conseil économique et social, le Secrétaire général a désigné M. Fernando Volio Jiménez comme expert chargé d'étudier la situation en Guinée équatoriale. Après avoir étudié les divers aspects de la question, M. Volio a mis au point un plan d'action qui, sur la proposition du Secrétaire général, a ensuite été approuvé par le Gouvernement de la Guinée équatoriale. Le Conseil économique et social a pris acte de ce plan d'action dans sa résolution 1982/36.

2. En 1982, les autorités de la Guinée équatoriale ont élaboré une nouvelle Constitution avec l'aide de deux juristes consultants désignés sur les conseils de l'expert, lequel a continué, depuis cette date, de fournir des services consultatifs en vue de la mise en oeuvre du plan d'action. A sa quarante-deuxième session, la Commission des droits de l'homme a été saisie d'un rapport sur les progrès réalisés à cet égard, qui rendait compte notamment du travail accompli par une autre équipe de deux juristes consultants, eux aussi désignés sur les conseils de l'expert dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action (E/CN.4/1986/34/Add.2).

3. A sa quarante-troisième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1987/36, a prié le Secrétaire général de maintenir ses contacts avec le Gouvernement de la Guinée équatoriale, avec l'aide et les conseils de l'expert. La Commission a également prié le Secrétaire général, compte tenu de la nécessité d'appliquer dès que possible le plan d'action, d'examiner la façon de fournir l'assistance voulue au gouvernement dans le cadre de l'application de ce plan.

4. En 1987, le Gouvernement de la Guinée équatoriale a fait connaître ses observations sur le rapport des juristes consultants. En sa capacité d'expert, M. Volio a examiné ces observations et a présenté un rapport au Secrétaire général. Dans son rapport (E/CN.4/1988/6) à la Commission, à sa quarante-quatrième session, le Secrétaire général a approuvé la recommandation de l'expert à savoir que, pour accélérer la mise en oeuvre du plan d'action et atteindre l'objectif final qui était de garantir la protection des droits de l'homme en Guinée équatoriale grâce à un ordre juridique idoine, la mise en oeuvre du plan d'action devrait être confiée à la Commission nationale de codification, dont la création avait été annoncée par le gouvernement, avec l'assistance de services d'experts qui pourraient être désignés dans le cadre du programme de services consultatifs et en consultation avec M. Volio.

5. A sa quarante-quatrième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1988/52, en vertu de laquelle le présent rapport a été établi. Dans ladite résolution, la Commission a prié l'expert de lui présenter un rapport sur la manière dont le Gouvernement de la Guinée équatoriale envisageait d'appliquer le plan d'action dans sa totalité et sur les progrès réalisés à ce jour.

6. Par une note datée du 28 mars 1988, le Secrétaire général a communiqué le texte de la résolution 1988/52 de la Commission des droits de l'homme au Gouvernement de la Guinée équatoriale, en lui demandant de donner son accord pour que l'expert puisse se rendre dans le pays afin d'avoir des contacts directs avec les autorités en vue de la préparation de son rapport à la Commission.

7. Le Gouvernement de la Guinée équatoriale ayant donné son accord de principe à la mission de l'expert, celle-ci était prévue pour la dernière semaine de janvier 1989. Malheureusement, M. Volio a dû être hospitalisé en décembre 1988 et il n'a donc pas pu s'acquitter du mandat que lui avait confié la Commission des droits de l'homme.

8. Dans une lettre datée du 24 novembre 1988, adressée au Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement à Malabo, le Gouvernement de la Guinée équatoriale a rappelé, pour sa part, que les besoins du pays étaient les suivants : a) les organes chargés de l'administration de la justice devaient pouvoir disposer d'un personnel compétent à tous les niveaux; b) il fallait assurer une plus large diffusion au texte des dispositions légales adoptées dans le pays; c) il fallait revoir

certaines dispositions datant de l'époque coloniale qui étaient encore en vigueur, principalement les dispositions codifiées et les observations sur certaines dispositions de la loi fondamentale; d) la Commission nationale de codification avait besoin d'assistance; e) un centre devait être réorganisé; f) il fallait offrir un appui au Ministère de la justice pour qu'il puisse améliorer le fonctionnement de ses services et fournir une assistance pour l'organisation de services cadastraux et notariaux.

9. L'expert estime que l'assistance qui pourrait être accordée à la Guinée équatoriale dans le cadre du programme de services consultatifs devrait être étroitement liée au plan d'action proposé par le Secrétaire général et accepté par le gouvernement. En attendant que l'expert puisse effectuer une mission en Guinée équatoriale dans le courant de 1989, on envisage la possibilité de fournir au gouvernement de ce pays une aide dans les domaines qu'il a mentionnés.